



ARRETE MUNICIPAL n°2024-180
Portant autorisation d'exhumations
des corps des concessions échues
n°23-G JULLIA et 34-F RIVET -CALLOUD

Le Maire de la Commune de Grésy-sur-Aix,

Vu le code général des collectivités locales, notamment les articles L 2213-8 à 10, L 2213-44, L 2223-15 et 16,

Vu l'arrêté municipal n°2023-123 du 20 juin 2023 portant reprise d'une concession temporaire trentenaire échue, concession 23-G JULLIA.

Vu l'arrêté municipal n°2024-02 du 05 janvier 2024 portant reprise d'une concession temporaire trentenaire échues, concession 34-F RIVET-CALLOUD

Considérant qu'il convient d'assurer une rotation normale des concessions échues dans le cimetière communal,

Considérant que le délai légal des deux ans après la date d'échéance est dépassé,

Considérant que la dernière inhumation date de plus de 5 ans,

ARRETE

Article 1 : Une autorisation est accordée pour l'exhumation des corps des concessions suivantes :

Concession 23-G JULLIA:

- Madame Jeannette GOTTELAND épouse SIMON née le 25/03/1891, décédée le 20/03/1991 ;

Concession 34-F RIVET-CALLOUD :

- Madame Véronique ROUX épouse RIVET née en 1898 décédée en 1991

Les restes mortels seront rassemblés et redéposés dans l'ossuaire communal. Référencé sous le numéro 37-C

Article 2 : Ces exhumations se dérouleront le 11 septembre 2024 à partir de 08h00 au cimetière de Grésy-sur-Aix.

Article 3 : La marbrerie Gandy, 303 rue des entrepreneurs à VIRY 74580 est chargée de la réalisation des travaux et devra se conformer à la réglementation en vigueur.

Article 4 : Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté : Le Maire de la commune de Grésy-sur-Aix, le Directeur Général des Services, le Responsable de la Police Municipale, service des Cimetières.

Copie adressée à ces personnes, ainsi qu'à :

- Monsieur le Préfet de la Savoie,
- Marbrerie GANDY

Fait à Grésy-sur-Aix, le 29 août 2024

Le Maire,
Florian MAITRE



Affiché/publié le : 02.09.2024
Notifié à l'intéressé le : 02.09.2024
Certifié exécutoire le : 02.09.2024

En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de la plus tardive des dates suivantes : publication/notification, réception par le représentant de l'Etat. Le Tribunal Administratif de Grenoble pourra être saisi via le dépôt d'une requête sur le site www.telerecours.fr

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.